

Le Grand Débat : boycott ou participation éclairée ?

Dans sa lettre adressée à ses chères compatriotes le président de la République écrit :

« La citoyenneté, c'est aussi le fait de vivre ensemble. Notre pays a toujours su accueillir ceux qui ont fui les guerres, les persécutions et ont cherché refuge sur notre sol: c'est le droit d'asile, qui ne saurait être remis en cause. Notre communauté nationale s'est aussi toujours ouverte à ceux qui, nés ailleurs, ont fait le choix de la France, à la recherche d'un avenir meilleur : c'est comme cela qu'elle s'est aussi construite. Or, cette tradition est aujourd'hui bousculée par des tensions et des doutes liés à l'immigration et aux défaillances de notre système d'intégration. »

Depuis son ex-ministre de l'intérieur G. Collomb a fait voter une loi encore plus restrictive que les précédentes des libertés et des droits des migrant.es.

En ce début d'année 2019, dans l'espoir de calmer et canaliser la colère populaire surgie du mouvement des Gilets Jaunes, le président de la République, son gouvernement et son parti LREM proposent un Grand Débat démocratique.

A quelles avancées sociales et politiques significatives ce Grand Débat aboutira-t-il ? Vraisemblablement à peu de choses, tant les questions posées sont verrouillées et orientées. L'ASTIV ne se fait ni ne veut entretenir aucune illusion quant à la portée "démocratique" de cette opération de communication.

Une des questions posées a trait au traitement des migrant.es. Dans son allocution le président a évoqué la question des "quotas migratoires". Le terme "quota" laisse sous-entendre l'idée "d'invasion" dont le gouvernement devrait protéger les Français.

Une fois encore la menace des migrants est brandie comme un épouvantail dans le but à **peine** voilé de complaire à la partie la plus droitière de la population. Ceci est d'autant plus démagogique que la crainte des migrant.es n'est évoquée que de manière très marginale dans les propos des Gilets Jaunes.

Des cahiers de doléances sont mis à la disposition des citoyen-ennes dans nombre de mairies. Ces cahiers comportent un volet de réponse aux questions très balisées, énoncées sous forme de QCM. L'autre volet offre la possibilité d'une expression libre. Comment seront triés et classés tous les thèmes rédigés ? Par une armée de lecteurs intelligents et impartiaux ?

A l'heure de l'électronique, les "dépouilleurs" useront du même outil que celui des réseaux sociaux, (style Facebook) à savoir : des algorithmes . La machine repèrera les mots clés, les "tags" pour opérer son classement.

Nous rappelons que sur la base des **Etats Généraux des Migrations** (E.G.M) en 2018 il a été rédigé un socle commun pour une politique migratoire respectueuse des droits fondamentaux et de la dignité des personnes :

- Accueil digne des nouveaux arrivant.es.
- Respect du droit d'asile effectif qui ne soit plus prétexte à une logique de tri.
- Egalité des droits entre Français.e.s et étranger.ère.s présent.e.s sur le territoire.
- Reconnaissance des initiatives citoyennes dans l'accueil et le soutien aux personnes étrangères.
- Modification des règles et des politiques européennes et internationales.

Les **E.G.M** ont proposé des conditions de réalisation et de mise en œuvre d'une telle politique alternative.

Nous invitons tous et toutes les adhérent.es et sympathisant.es des ASTI qui désirent s'exprimer sur ces cahiers de doléances et le site internet du grand débat à les saturer de mots-clés comme :

Ouverture des frontières - liberté de circulation et liberté d'installation -Titre de séjour européen - Mêmes droits pour tous-tes: travail, santé, logement, éducation, formation. - Abrogation du délit de solidarité - Des bateaux pour secourir pas pour pourchasser les migrants - Suppression de l'agence Frontex - Fermeture des CRA - Ouverture de maisons d'accueil pour exilé.es – suppression des accords de Dublin.

Ceci n'est qu'un moyen pour faire entendre la voix des citoyen.nes solidaires. Nous avons encore la possibilité de rejoindre et/ou d'animer les débats locaux et le droit de contester par nos actions quotidiennes l'inhumanité de la politique migratoire. Continuons d'investir ce terrain-là et défions-nous des sirènes démagogiques d'un pouvoir déstabilisé.

ASTI VALENCE, le 7 février 2019.

00000000000000000000